

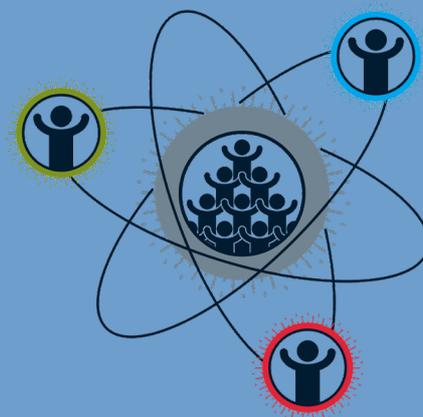
# L'OBSoCo

## L'OBSERVATOIRE DES PERSPECTIVES UTOPIQUES

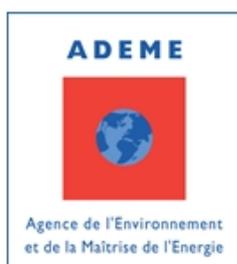
Vague 1 – Octobre 2019

Synthèse et commentaires

de Philippe Moati



AVEC LE SOUTIEN DE



## Table des matières

RÉSUMÉ .....	3
SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES .....	5
<b>Pourquoi s'intéresser aux utopies ? .....</b>	<b>5</b>
<b>Qu'entend-on par « utopie » ? .....</b>	<b>6</b>
<b>Les trois systèmes utopiques retenus .....</b>	<b>7</b>
<b>L'utopie écologique en tête.....</b>	<b>9</b>
<b>Une porosité des aspirations entre les systèmes utopiques .....</b>	<b>9</b>
<b>Une toile de fond marquée par le pessimisme et la défiance systémique.....</b>	<b>11</b>
<b>Un désir de tabula rasa politique et économique .....</b>	<b>12</b>
L'attente d'une autre gouvernance politique.....	12
Une posture critique à l'égard du modèle de développement contemporain.....	13
<b>Un rapport à la science et à la technologie ambigu.....</b>	<b>14</b>
<b>Un fort désir d'égalité et de reconnaissance des droits individuels.....</b>	<b>14</b>
<b>...Mais des réserves à l'égard des populations d'origine étrangère et de fortes attentes en matière de sécurité ...</b>	<b>16</b>
<b>De fortes aspirations en matière de modes de vie.....</b>	<b>17</b>
<b>La complexité des déterminants de la position des individus dans l'espace des perspectives utopiques.....</b>	<b>19</b>
La position originale des 18-24 ans .....	19
Le poids de la sensibilité politique .....	20
<b>Conclusion.....</b>	<b>21</b>

## Résumé

Le malaise dans lequel sont aujourd'hui plongées les sociétés occidentales est indéniable et n'en finit plus d'être commenté. Au-delà de son analyse qui, souvent, ne fait qu'exacerber le sentiment d'impuissance, il nous est apparu important et urgent de nous concentrer sur le champ des possibles. Et explorer les utopies qui pourraient permettre de dépasser cette panne collective pour retrouver capacités et marges de manœuvres.

Car la plupart des observateurs en conviennent : l'époque que nous traversons marque l'épuisement de l'utopie moderne. Celle selon laquelle la libération des forces de la raison induirait une dynamique continue de progrès économique, social et politique. Les symptômes de cette crise de la modernité sont d'ailleurs manifestes à travers la défiance généralisée à l'égard du système qui la porte et le désir de tabula rasa tant politique qu'économique dont elle s'assortit.

Alors que sur ses décombres les utopies négatives (dystopies) se multiplient, les expressions nostalgiques et le sentiment d'insécurité se renforcent, quelles pourraient être, au contraire, la vision d'un avenir désirable largement partagé, cette ou ces « utopies » alternatives qui indiqueraient un sens, donneraient du sens, et serviraient de guide aux décisions individuelles et collectives ?

Plonger dans les opinions et les aspirations des Français nous a permis d'y déceler leur potentiel d'adhésion à trois systèmes utopiques qui, pour n'être pas encore totalement structurés, n'en constituent pas moins des perspectives utopiques déjà porteuses de réponses.

- L'utopie *écologique* privilégiée par une majorité de Français interrogés, qui évoque une organisation de l'économie et de la société tendue vers l'équilibre et la sobriété. Répondant en premier lieu à l'impératif écologique, elle n'est pourtant pas seulement liée à la peur des dangers qui nous menacent et séduit également par la nature de modes de vie qu'elle promeut. Le maître mot pourrait en être : « moins mais mieux ».
- L'utopie *sécuritaire* arrive en seconde position qui campe, quant à elle, une société nostalgique d'un passé révolu, soucieuse de préserver son identité et sa singularité face aux influences étrangères, qu'elles viennent d'une mondialisation économique et institutionnelle ou de l'arrivée de nouvelles populations. Ici, clairement, la difficulté à se projeter dans l'avenir favorise la recherche d'idéaux dans un passé réinventé, un supposé âge d'or qui prend alors les traits d'une utopie.
- L'utopie *techno-libérale* enfin qui, s'inscrivant dans une trajectoire hypermoderne, décrit un monde centré sur le progrès articulé autour du développement poussé de la science et de la technologie. Cette vision bien que rassurante dans la mesure où elle permettrait à l'humanité de faire face aux défis qui la menacent sans altérer radicalement nos modes de vie actuels, n'est pourtant retenue en priorité que par une faible minorité des Français interrogés. Contre-performance qui signe en elle-même et en creux une autre forme de dénonciation de la modernité.

A leur étude, une porosité importante apparaît entre ces trois systèmes utopiques qui ne fédèrent pas autour d'eux des partisans exclusifs s'opposant autour de visions du monde tranchées et étanches les unes aux autres. Autrement dit, affirmer sa préférence pour un système, n'interdit pas d'adhérer à un autre ou, à tout le moins, à certaines des propositions qui le caractérisent.

Cette complexité est aussi la raison pour laquelle nous avons souhaité aller plus loin dans cet *Observatoire* au travers de l'exploration d'aspirations d'envergure sectorielle ou thématique plus disparates, que ces trois systèmes utopiques laissaient de côté et qui peuvent pourtant former le terreau de leurs évolutions ou de l'émergence de nouvelles utopies.

Ainsi, les Français s'accordent-ils sur un désir de poursuite et approfondissement de leurs droits individuels. Largement partagée, cette aspiration conduit chacun à revendiquer sa différence et le droit de mener son existence comme il l'entend. Loin de rompre avec la modernité, on notera qu'elle se situe au contraire dans le mouvement général d'individualisation qui en est consubstantiel.

Ce désir d'autonomisation et de réalisation de soi s'exprime d'ailleurs aussi dans le registre des modes de vie avec la manifestation d'une forte aspiration à « faire » et « faire soi-même ». Et l'on peut voir dans cette « reprise en main » au sens littéral, la promesse de redonner du sens à son existence tout en s'affranchissant de l'emprise d'une société marchande ayant complexifié et dévitalisé l'action humaine par trop de technicisation.

Cette tendance générale à l'expression individuelle ne renvoie pas pour autant à de l'individualisme au sens égoïste du terme ou au repli sur soi mais s'assortit au contraire d'un renforcement du souci des autres de la part des Français. Toutefois, dans une société où les architectures collectives traditionnelles ont été passablement déstructurées, la question se pose avec prégnance de savoir qui sont « ces autres » autour desquels réagrèger du collectif.

Là, les tensions se font jour entre, d'un côté, les partisans d'un certain cosmopolitisme (« l'autre » embrassant très large) et, de l'autre, ceux dont l'ouverture à l'altérité trouve ses limites réhivitoires dès lors qu'il s'agit des populations d'origine étrangère. Avec, entre les deux, des opinions d'intensités variables quoique tous s'accordent sur l'effort d'intégration nécessaire de la part des populations d'origine étrangère (et donc d'une forme d'homogénéité de ce collectif).

De la même façon que se pose la question des dimensions du collectif, celle de ses régulations se fait jour. Dans notre *Observatoire*, ce besoin de principes organisateurs semble devoir s'articuler massivement autour des notions d'égalité et de morale. Les répondants se montrent en effet prompts à associer le mot « partage » à leur conception d'un monde idéal, à souhaiter que « la solidarité entre les hommes » et « l'égalité » - dont ils disent cruellement manquer à l'heure actuelle - se voient au contraire encouragées et développées. Parallèlement, le respect des règles morales se positionne au premier plan des valeurs que les Français déclarent vouloir transmettre à leur descendance de même qu'elle devrait, à leurs yeux, être prioritaire dans le champ éducatif.

Les résultats de *l'Observatoire* sont donc très riches. Certes, ils ouvrent sur une diversité d'interprétations qui fait écho à la grande diversité des postures observées. Certes, les aspirations négatives s'y révèlent plus systématiques et partagées que les aspirations positives. Certes, les tensions entre des aspirations contradictoires y sont manifestes. Cela étant, ces résultats font aussi apparaître des points importants de consensus, qui, s'ils ne constituent pas de système utopique complet et cohérent soutenu par un corps doctrinal constitué, dessinent les contours d'un nouvel imaginaire et d'un avenir désirable. Ce qui amène par exemple à observer, de façon a priori peu attendue, une certaine proximité entre les aspirations des *décroissants* et des *identitaires-sécuritaires*. Ces proximités témoignent bien de la capacité d'attraction de modes de vie, manières d'habiter, façons de consommer... qui, tout en répondant à la nécessité de sauver la planète, répondent à un désir de ralentissement, de davantage de liens sociaux, d'un fort ancrage de la vie quotidienne sur un territoire maîtrisé. Se retrouvent, là aussi, des aspirations communes à une plus grande autonomie et une plus forte prise sur son existence, qui répondent également au sentiment de perte de contrôle sur une marche du monde allant vers des horizons assombrés.

Pour autant, rien n'est encore complètement cristallisé et les possibles demeurent nombreux. Le rôle des institutions, publiques comme privées devrait donc s'avérer décisif, elles dont la vocation est précisément d'articuler, canaliser et structurer les aspirations individuelles pour nourrir des propositions de valeur et de projets collectifs aspirationnels. Au-delà de la bonne compréhension d'une époque, nous souhaitons que cet *Observatoire* constitue aussi, pour elles, une source précieuse d'inspiration.

# Synthèse et commentaires

Par Philippe Moati

## POURQUOI S'INTÉRESSER AUX UTOPIES ?

Le projet d'un observatoire portant sur les utopies a germé durant la rédaction de *La société malade de l'hyperconsommation*, en 2016<sup>1</sup>. Dans ce livre, je me suis risqué à établir un lien entre le malaise qui saisit les sociétés occidentales et la place qu'y occupe la consommation. Comme nombre d'analystes de la société contemporaine, j'y faisais le diagnostic de la crise de la modernité sur laquelle se sont fondées les démocraties occidentales, cette utopie selon laquelle la libération des forces de la raison induirait une dynamique continue de progrès économique, social et politique. Sans doute cette crise de la modernité est-elle en partie la conséquence de la réalisation de son projet. Car en effet, l'organisation de la société qu'elle a produite a conduit pour le plus grand nombre à une espérance de vie allongée à l'abri du froid, de la faim et de la douleur, à la reconnaissance des droits individuels au sein d'une société pacifiée et démocratique, avec en prime l'accès au confort et aux plaisirs de la consommation et du divertissement permanents.

Mais alors, que nous reste-t-il à désirer ? Car, comme Rutger Bregman le fait malicieusement remarquer, au pays d'abondance, il manque une chose : « une raison de sortir du lit de matin. Parce qu'après tout, au paradis, il n'y a pas grand-chose à améliorer »<sup>2</sup>... De fait, économistes et psychologues nous disent que consommer encore plus, alors que nous consommons déjà beaucoup, ne produit pas un supplément significatif de bien-être, alors que les effets délétères de l'hyperconsommation sur l'environnement – voire sur l'intégrité physique des personnes – sont désormais patents. Cette hyperconsommation a également contribué à un certain vide existentiel en participant au détachement des populations des « grands récits » qui donnaient du sens à la vie et au monde, au profit de la promotion des valeurs individualistes, matérialistes et hédonistes. Elle a produit une société de consommateurs composée d'individus soit frustrés de ne pouvoir accéder à la satisfaction de tous leurs désirs, soit plongés dans un bien-être de surface les rendant apathiques<sup>3</sup>. Cet « ère du vide »<sup>4</sup>, ce déficit de transcendance et l'appauvrissement du sentiment d'appartenance à un collectif, se font aujourd'hui d'autant plus durement sentir que nous sommes confrontés à ce qui est souvent perçu comme une accélération de la marche du monde qui, combinée à la perception de la montée de risques globaux (climatiques, sanitaires, géopolitiques...), est génératrice d'une épaisse incertitude face à laquelle le déficit de sens est producteur d'anxiété. Les publications annonçant l'effondrement de notre civilisation ou rien moins que la fin du monde (la fameuse « collapsologie ») rejoignent désormais l'amoncèlement de films et de séries mettant en scène une large palette de dystopies qui rencontrent souvent un grand succès d'audience et qui, pour Pierre-Henri Castel, joueraient « pour notre époque un rôle analogue, mais bien sûr symétrique et inverse, aux grandes utopies de la Renaissance, celles de More ou de Campanella »<sup>5</sup>. Un des résultats forts de l'Observatoire est que 74 % des Français interrogés disent avoir l'impression de vivre dans un environnement de plus en plus dangereux... En contrepoint, comme pour retrouver racines et boussole, on perçoit la résurgence d'orientations prémodernes

<sup>1</sup> Moati Ph. *La société malade de l'hyperconsommation*, Odile Jacob, Paris, 2016.

<sup>2</sup> Bregman R., *Utopies réalistes*, Editions du Seuil, Paris, 2017, p. 15.

<sup>3</sup> Heilbrunn B., *L'obsession du bien-être*, Robert Lafont, Paris, 2019.

<sup>4</sup> Lipovsky G. [1983], *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Folio Essais, Gallimard, Paris.

<sup>5</sup> Castel P.-H., *Le Mal qui vient. Essai hâtif sur la fin des temps*, Les Editions du Cerf, Paris, 2018.

qui s'expriment dans la diffusion de fondamentalismes de tous poils (religieux, nationalistes, régionalistes, écologistes...).

Alors que le modèle occidental est de plus en plus frontalement concurrencé et contesté, cette crise de la modernité pèse sur la capacité de l'Occident à conserver un élan lié à une confiance en soi fondé sur une vision d'un avenir désirable largement partagée, une « utopie » indiquant un sens et donnant du sens, pouvant servir de guide aux décisions individuelles et collectives. Nous rejoignons ainsi Bertrand Russel lorsqu'il écrivait que « ce n'est pas une utopie accomplie que nous devons désirer, mais un monde où l'imagination et l'espoir sont vivants et actifs »<sup>6</sup>, ou Thierry Paquot lorsqu'il se dit « persuadé que notre époque est en panne, que notre imaginaire politique bégaie ou fait du sur-place. Il lui faut carburer à l'utopie pour quitter cette désespérance et avancer sur le chemin des possibles »<sup>7</sup>.

Certes. Mais à cette perspective s'opposent immédiatement deux difficultés. La première est celle de l'identification des pensées utopiques susceptibles de jouer aujourd'hui le rôle de catalyseur. La seconde porte sur le caractère réaliste de l'idée même qu'il serait possible, dans la société fragmentée à laquelle a mené l'hyperindividualisme, d'imaginer une utopie susceptible de fédérer une part substantielle de la population.

Se frotter à ces deux questions et tenter d'y apporter des éléments de réponse est précisément à l'origine de ce projet d'*Observatoire*. L'objectif est d'opérer une plongée dans les opinions et les aspirations des Français pour y déceler leur potentiel d'adhésion à des systèmes utopiques constitués ou, à tout le moins, à de simples perspectives utopiques.

Les résultats sont riches. La cartographie qui s'en dégage devrait être une source précieuse d'inspiration pour les mouvements politiques, leur permettant, au-delà d'une approche technique, d'inscrire leur action dans une vision globale et de long terme en cohérence avec la sensibilité de la population. Plus généralement, les résultats de cet observatoire dressent un état des lieux de « la conscience onirique du collectif » que Walter Benjamin<sup>8</sup> considère comme nécessaire à la compréhension d'une époque. De manière plus prosaïque, la cartographie que livrent les résultats de cet *Observatoire* peut servir de guide aux acteurs qui œuvrent sur les marchés de consommation, pour les segmenter et nourrir de manière pertinente la composante symbolique de leur proposition de valeur.

## QU'ENTEND-ON PAR « UTOPIE » ?

Avant de nous plonger dans le commentaire des résultats qui me semblent les plus marquants, il convient de définir ce qu'on entend par « utopie ». Il n'est pas lieu ici de disserter en profondeur sur cette question. Nous nous en tiendrons à la conception qu'en donne Paul Ricœur<sup>9</sup>, qu'il emprunte lui-même largement à Karl Mannheim, selon laquelle l'utopie marque un « désaccord avec l'état de réalité » et a pour fonction l'exploration du possible. « L'utopie nous met à distance de la réalité présente (...) et propose de nouvelles réalités possibles »<sup>10</sup>. L'utopie n'est donc pas nécessairement la description d'une cité idéale, inscrite dans un horizon lointain et inaccessible. Comme l'écrit Francis Wolff, « les utopies en acte que furent les totalitarismes du XXème siècle nous en ont dégoutés »<sup>11</sup>. Il est d'ailleurs courant aujourd'hui d'évoquer des « utopies

<sup>6</sup> Russel B, *Political Ideals*, The Century, 1917, chapter 1. Cité par Bregman, op. cit.

<sup>7</sup> Paquot Th., *Lettres à Thomas More sur son utopie (et celles qui nous manquent)*, La Découverte, Paris, 2016.

<sup>8</sup> Benjamin W., *Paris, Capitale du XIXème siècle*, Editions du Cerf, 1989, p. 410.

<sup>9</sup> Ricœur P., *L'idéologie et l'utopie*, Editions du Seuil, Paris, 1997.

<sup>10</sup> Taylor G.H., « introduction », in Ricœur P., op. cit., p. 9.

<sup>11</sup> Wolff F., *Trois utopies contemporaines*, Fayard, Paris, 2017, p. 9.

réalistes », d'envergure plus modeste, mais convertibles en actions concrètes susceptibles d'être mises en œuvre à court ou moyen terme.

Il était difficilement envisageable dans le cadre d'une enquête quantitative comme celle qui est la base de cet *Observatoire* de laisser s'exprimer un échantillon représentatif de Français sur les utopies auxquelles ils adhèrent, ne serait-ce que parce que beaucoup d'entre eux seraient sans doute bien en peine de formuler une telle réponse. Le parti pris a plutôt été de soumettre à l'appréciation des Français interrogés des « systèmes utopiques » constitués ou des « perspectives utopiques ». Une première difficulté a été d'identifier ces systèmes utopiques. La tâche aurait sans doute été plus facile au cours de la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, car avec le bilan des systèmes de pensée communistes, fascistes ou l'érosion de la foi dans le « progrès » promue par les Lumières, notre époque semble marquée par la fin des utopies. Francis Wolff y voit trois raisons. Outre la méfiance instinctive à l'égard de tout ce qui prétend définir le Bien après les dérives du XX<sup>ème</sup> siècle, il évoque l'effacement du politique et le règne des droits individuels, qui sont en réalité intimement liés.

Effectivement, on serait bien en peine aujourd'hui d'identifier un système utopique complet, c'est-à-dire cohérent et holistique, décrivant une société idéale dans ses différentes composantes, à l'image de ce qu'ont pu être les utopies socialistes du XIX<sup>ème</sup> siècle. Nous nous sommes malgré tout attachés à repérer des systèmes de pensée plus ou moins formalisés, portant une « vision du monde » et une perspective d'avenir désirable, exprimée aujourd'hui au travers d'auteurs, de relais d'opinion, de mouvements plus ou moins organisés, préconisant des pratiques ou des réalisations susceptibles d'inspirer à la fois les politiques publiques et une éthique de la manière de mener sa vie. La tâche n'a pas été simple, d'autant qu'il fallait pouvoir ensuite être en mesure de décrire ces systèmes utopiques de manière simple dans le cadre d'un questionnaire pour recueillir la manière dont ils sont évalués par les Français. Nous avons été grandement aidés dans cette tâche par nos partenaires, de l'Ademe, de BPI France et de la chaire ESCP/Leclerc.

Nous avons finalement retenu trois systèmes utopiques, ceux qui nous semblaient les plus avancés dans leur structuration. Nous ne pouvions cependant en rester là, tant nous avons conscience que ces trois systèmes utopiques laissent de côté des aspirations disparates, difficiles à combiner en « systèmes ». Comme le soulignait Karl Mannheim, les utopies structurantes, qui agissent sur la marche du monde, sont celles qui incarnent les aspirations d'une part plus ou moins grande de la population<sup>12</sup>. Les aspirations d'une population forment le terreau d'où peuvent naître de nouvelles utopies. Nous nous sommes ainsi attachés à saisir ces aspirations, à appréhender le rapport que les Français entretiennent à ce que l'on qualifiera de simples « perspectives utopiques », c'est-à-dire de visées plus ou moins réalistes, d'envergure sectorielle ou thématique, et n'ayant pas nécessairement vocation à s'intégrer à un système utopique complet, à une vision d'ensemble et cohérente de ce que devrait être la société.

## LES TROIS SYSTÈMES UTOPIQUES RETENUS

Trois systèmes utopiques ont donc été soumis à l'évaluation d'un échantillon représentatif de Français. Sans être explicitement nommé tel que nous allons le faire par la suite, chacun d'eux a été décrit par une suite d'une quinzaine de propositions abordant ses différentes facettes (organisation de l'économie, gouvernance politique, modes de vie...) présentées comme décrivant « une sorte de société idéale ». A l'issue de l'énoncé de chaque proposition, les répondants ont été invités à donner une note allant de -5 à +5 en fonction de leur degré d'adhésion au contenu de la proposition. Une fois déroulé l'ensemble des propositions, il leur était demandé une note, toujours de -5 à +5, « selon l'intensité de votre désir de vivre dans la société qui vient

<sup>12</sup> « ... les classes sociales ne deviennent efficaces pour transformer la réalité historique que lorsque leurs aspirations s'incarnent dans des utopies appropriées à une situation elle-même en voie de transformation », Mannheim K., *Idéologie et utopie*, Marcel Rivière, Paris, p. 148.

d'être décrite ». L'ordre dans lequel les systèmes utopiques ont été présentés a été fixé de manière aléatoire pour chaque répondant.

Décrivons rapidement ces trois systèmes utopiques, présentés de manière plus systématique dans le corps du rapport.

L'utopie *techno-libérale* décrit un monde centré sur le développement débridé de la science et de la technologie, dont les applications permettraient de faire face au défi écologique et qui toucherait l'humain en l'augmentant voire, et à l'extrême, en l'engageant dans la voie de l'immortalité. L'action de l'Etat se concentre sur les fonctions régaliennes, étend les droits individuels et assure les conditions d'une liberté d'initiative, dans le cadre d'une économie, dont la mondialisation s'est approfondie, dominée par les géants de la technologie mais autour desquels gravitent une multitude de start-ups et de travailleurs indépendants. La croissance économique est rapide, le pouvoir d'achat progresse, mais les inégalités se creusent. Les décisions politiques sont prises par des élus conseillés par des experts, ayant recours régulièrement à des référendums par voie numérique. Ce système utopique, qui s'inscrit dans une trajectoire hypermoderne, est donc fortement imprégné de la pensée libérale, du libertarisme californien<sup>13</sup>, et intègre la vision transhumaniste<sup>14</sup>.

L'utopie *écologique* est centrée sur la réponse à l'impératif écologique et évoque une organisation de l'économie, de la société et des modes de vie tendue vers la sobriété : la production est relocalisée ; la consommation, désormais sur le registre du moins mais mieux, fait la part belle au bio, à la mutualisation, au faire soi-même. Les inégalités sont réduites mais le niveau de vie est en recul. La mobilité des hommes et des marchandises est limitée, de même que l'expansion des grandes métropoles. Une partie importante des décisions politiques sont prises localement avec la participation des citoyens. Ce système utopique, que l'on pourrait qualifier de post-moderne, s'inscrit dans le sillage d'une large littérature, académique et à visée programmatique, autour de la décroissance et d'une société écologique<sup>15</sup>.

Enfin l'utopie *sécuritaire* campe une société nostalgique d'un passé révolu, soucieuse de préserver son identité et sa singularité face aux influences étrangères, qu'elles viennent d'une mondialisation économique et institutionnelle qu'il s'agit de maîtriser afin de favoriser l'économie nationale, ou de l'afflux de populations étrangères qu'il convient de contrôler et d'inviter à s'intégrer. L'Etat déploie les moyens nécessaires au maintien de l'ordre et à la sécurité<sup>16</sup>. En considérant cette conception de la société comme un système utopique, nous nous inscrivons dans le sillage de Mannheim qui considérait le conservatisme comme une utopie, une utopie certes tournée vers le passé, « mais un passé qui nourrit le présent lui fournissant ses racines »<sup>17</sup>. La difficulté à se projeter dans l'avenir favorise la recherche d'idéaux dans un passé fantasmé, un supposé âge d'or qui prend alors les traits d'une utopie.

<sup>13</sup> Voir, par exemple, Dagnaud M., *Le modèle californien. Comment l'esprit collaboratif change le monde*, Odile Jacob, Paris, 2016.

<sup>14</sup> La littérature sur le transhumanisme est abondante. Citons par exemple, Alexandre L. *La mort de la mort*, Jean-Claude Lattès, Paris 2011, et Ferry L., *La révolution transhumaniste*, Plon, Paris, 2016.

<sup>15</sup> Dans cette abondance, signalons Foucauld J.-B., *L'abondance frugale. Pour une nouvelle solidarité*. Odile Jacob, Paris, 2010, Latouche S., *Vers une société d'abondance frugale. Contresens et controverses sur la décroissance*, Mille et une nuits, Paris, 2011, p. 14. Lipietz A., *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, La Découverte, Coll. Cahiers libres, Paris, 2012, Batho D., *Ecologie intégrale. Le manifeste*, Editions du Rocher, Monaco, 2019.

<sup>16</sup> Comme porte-paroles à audience de tout ou partie de ce système utopique, retenons Zemmour E., *Le suicide français*, Albin Michel, Paris, 2014 et Buisson P., *La cause du peuple*, Perrin, coll. Tempus, 2018.

<sup>17</sup> Ricoeur P., op. cit., p. 366.

## L'UTOPIE ÉCOLOGIQUE EN TÊTE

Quelle que soit la manière dont sont traitées les réponses des personnes ayant participé à l'enquête, c'est l'utopie *écologique* qui ressort comme vainqueur de la confrontation de ces trois mondes possibles. Certes, elle n'entraîne pas l'essentiel de la population, mais si l'on se fonde sur le critère de la note la plus élevée donnée par chaque répondant, l'utopie écologique s'affirme même comme l'utopie préférée d'une (courte) majorité des Français interrogés. On est bien sûr tenté de rapprocher ce résultat de la montée au cours des dernières années de la prise de conscience des enjeux environnementaux et de l'urgence climatique. Les résultats de l'*Observatoire* confirment le fort niveau de diffusion de cette prise de conscience non seulement de la gravité de la situation, mais aussi de l'urgence qu'il y a à changer l'organisation de nos sociétés pour tenter d'y répondre : 60 % des Français interrogés considèrent que « la situation est très préoccupante et appelle un changement radical dans l'organisation de l'économie et de la société, revenant à produire et à consommer moins mais mieux ». Ceci dit, notre méthodologie permet d'affirmer que l'attraction exercée par ce système utopique n'est pas seulement liée à la peur des dangers qui nous menacent. Nous verrons qu'il séduit également par la nature de modes de vie qu'il promet.

Le grand perdant est le système utopique *techno/libéral*. Il n'est le système utopique préféré que de 15 % des personnes ayant participé à l'enquête et la moyenne des notes données à l'ensemble des propositions le décrivant est négative (-0,2). De par ses promesses de prospérité, d'allongement de la durée de la vie, de l'augmentation des performances du corps et de l'esprit... on aurait pu s'attendre au contraire à un plébiscite. Par exemple, Olivier Rey voit un fort potentiel de séduction aux thèses transhumanistes en ce qu'elles supposent la perpétuation de la dynamique actuelle, la vision *a priori* rassurante que la poursuite du développement des connaissances permettra à l'humanité de faire face aux défis qui la menacent sans altérer radicalement nos modes de vie actuels<sup>18</sup>. En creux, cette contre-performance de ce système utopique constitue une illustration de la crise de la modernité, de la remise en cause d'une notion de progrès centrée sur la technologie et l'économie et ses valeurs.

L'utopie *sécuritaire* se place donc en position intermédiaire. Elle est le système utopique classé en premier par 30 % des répondants et la moyenne des notes données aux propositions le décrivant s'élève à +1,2, soit à une courte distance de celle relevée pour l'utopie écologique (+1,6).

## UNE POROSITÉ DES ASPIRATIONS ENTRE LES SYSTÈMES UTOPIQUES

Hiérarchiser les systèmes utopiques sur la base d'indicateurs synthétiques masque la porosité des aspirations entre eux. Affirmer sa préférence pour un système, n'interdit d'adhérer à un autre ou, à tout le moins, à certaines des propositions que le caractérisent.

La prise en compte de cette porosité renforce encore la suprématie de l'utopie écologique. Par exemple, 35 % des personnes ayant mis l'utopie techno-libérale en première position, ont donné une note globale d'évaluation de l'utopie écologique supérieure ou égale à +3, note qui témoigne d'un fort niveau d'adhésion. Cette part s'élève à 39 % parmi les répondants ayant privilégié l'utopie sécuritaire. De manière symétrique, 39 % des personnes ayant classé en première position l'utopie écologique ont donné une note globale à l'utopie sécuritaire supérieure ou égale à 3. Ces deux utopies ne sont donc pas dans une situation d'exclusion mutuelle, bien au contraire. L'utopie techno-libérale, quant à elle, bénéficie beaucoup moins de cette porosité et les

<sup>18</sup> « Au lieu de penser que le monde tel qu'on le connaît va s'effondrer (...), il est des gens qui préfèrent accorder du crédit à ce programme [transhumaniste] précisément parce que sa mise en œuvre sous-entend que le monde tel qu'on le connaît va perdurer. De façon explicite, le discours transhumaniste promet un dépassement de la condition humaine, de façon implicite, il dit que l'intendance suivra (...). (Rey, 2018, p. 170-171).

partisans de cette dernière sont relativement peu nombreux à adhérer à l'utopie sécuritaire (12 % de notes globales supérieures ou égale à +3).

Autrement dit, nos systèmes utopiques ne fédèrent pas autour d'eux des partisans exclusifs, qui s'opposeraient autour de visions du monde tranchées et étanches les unes aux autres. C'est un peu comme si chaque individu avait tendance à se constituer son monde idéal en picorant dans le détail de chacun des trois systèmes utopiques, l'assemblage qui en résulte pouvant révéler une coloration dominante. C'est pour rendre compte de cela de manière à la fois précise et synthétique que nous avons construit une typologie des répondants selon la manière dont ils ont évalué à la fois les trois systèmes utopiques pris globalement et chacune des propositions les décrivant. Le détail de cette typologie est présenté dans le corps du rapport ; reprenons-en ici les grandes lignes et ce qu'elles nous enseignent.

Le groupe numériquement le plus important (31 % de l'échantillon) rassemble les répondants que nous avons qualifiés de *modernes* en raison de leur inclinaison relative en faveur de l'utopie techno-libérale, notamment pour ses dimensions renvoyant à la thématique de l'homme augmenté. Mais ces *modernes* témoignent également d'une appétence significative à l'égard de l'utopie écologique, même s'ils font preuve d'une forme de réserve à l'égard de certaines propositions qui lui sont relatives, notamment celles en rapport avec la consommation ou les restrictions imposées à la circulation des hommes, des marchandises et des capitaux. Les *modernes* se montrent par contre plus réservés à l'égard de l'utopie sécuritaire (notamment dans ses orientations sécuritaires) sans pour autant exprimer un véritable rejet. Au fil des résultats de l'enquête, les *modernes* se sont révélés comme le groupe affichant l'orientation consumériste la plus marquée.

Les *modérés verts* pèsent d'un poids équivalent (29 %). Nous les avons qualifiés de la sorte car ils témoignent d'un tropisme en faveur de l'utopie écologique, relativement peu marqué, de même d'ailleurs que leur rapport aux deux autres systèmes utopiques et aux propositions les définissant. Ces modérés verts portent un jugement globalement positif sur l'utopie techno-libérale, même s'ils tendent à en rejeter les dimensions relatives à l'augmentation de l'humain et au creusement des inégalités. Ils se montrent moins enthousiastes à l'égard de l'utopie sécuritaire – sans pour autant la rejeter –, notamment dans ses dimensions xénophobes.

Comme le nom que nous leur avons donné le laisse entendre, les *identitaires-sécuritaires* (17 % de l'échantillon) se distinguent par une préférence à l'égard de l'utopie sécuritaire, en particulier vis-à-vis des propositions relatives aux populations d'origines étrangères et à la sécurité. S'ils se montrent globalement peu séduits par l'utopie techno-libérale, les *identitaires-sécuritaires* évaluent plutôt favorablement l'utopie écologique, les propositions relatives au local et à la proximité suscitant un fort niveau d'adhésion.

Les *libéraux conservateurs* (14 % de l'échantillon) sont eux aussi marqués par un fort niveau d'adhésion à l'utopie sécuritaire, notamment dans ses dimensions relatives à la défense de l'identité nationale et à la sécurité. Ils se distinguent surtout des *identitaires-sécuritaires* par un intérêt peu marqué pour l'utopie écologique et un accueil plutôt favorable de l'utopie techno-libérale, principalement dans ses dimensions économiques et politiques.

Enfin les *décroissants* (9 % de l'échantillon), constituent le groupe le plus « pur » de notre typologie. Ils affichent une préférence très marquée pour l'utopie écologique, dans l'ensemble de ses dimensions. L'utopie techno-libérale est clairement rejetée, excepté dans sa dimension de reconnaissance des droits individuels. L'utopie sécuritaire est évaluée un peu moins sévèrement : si ses dimensions xénophobes ou identitaires sont clairement rejetées, les propositions relatives à la défense du commerce de proximité ou à l'autonomie technologique du pays bénéficient d'une certaine adhésion.

Sans occulter la présence d'oppositions marquées, ces résultats témoignent de la possibilité de réunir une part relativement importante de la population autour de dimensions consensuelles. Il manquerait sans doute à un

tel assemblage une dimension systémique, une « vision du monde » sous-jacente. C'est en cela que nous sommes invités à raisonner davantage en termes de « perspectives utopiques » que de véritables systèmes utopiques, globaux et fermés. L'*Observatoire* permet d'aller plus loin dans cette idée d'assemblage, au travers de l'exploration du rapport des Français à diverses perspectives utopiques, thématiques ou sectorielles. Cette exploration conforte ce constat de porosité. Elle conduit à l'observation fréquente et a priori peu attendue d'une certaine proximité entre les aspirations des *décroissants* et des *identitaires-sécuritaires*, proximités qui témoignent de la capacité d'attraction d'un cocktail composé de dimensions relatives à la protection de l'environnement, d'une mise en avant du local dans le fonctionnement de l'économie, de la vie politique et dans les modes de vie, de l'injection d'une dose de participation directe dans le fonctionnement de la démocratie et du renforcement du sentiment de sécurité.

## UNE TOILE DE FOND MARQUÉE PAR LE PESSIMISME ET LA DÉFIANCE SYSTÉMIQUE

La manière dont les répondants se sont positionnés par rapport aux trois systèmes utopiques qui leur étaient proposés illustre l'idée d'une crise de la modernité qui s'exprime, comme on va le voir, au travers d'une volonté d'autres choses, rarement définies de manière consensuelle mais en rupture plus ou moins marquée avec les valeurs modernes. On comprend mieux cette posture lorsqu'on prend la mesure des doutes qui saisissent une part importante des Français à l'égard du fonctionnement et de la dynamique de la société contemporaine.

L'*Observatoire* confirme le pessimisme des Français maintes fois diagnostiqué. 53 % des personnes interrogées anticipent que la vie de leurs enfants ou petits-enfants sera moins bonne que celle de ceux de leur génération, contre 9 % seulement qui pensent qu'elle sera meilleure ; 56 % doutent de ce que l'humanité soit suffisamment raisonnable pour réussir à faire face avec succès aux défis qu'elle a à relever et autant estiment que, de manière générale, « c'était mieux avant ». Ce pessimisme touche cependant de manière très inégale les différentes composantes de la population. Les moins de 25 ans se révèlent, fort heureusement, moins pessimistes que leurs aînés. Mais surtout, le pessimisme semble marquer avant tout les catégories qui ont le plus de difficulté à se situer dans le monde contemporain : les peu diplômés, les personnes déclarant un fort niveau de contrainte budgétaire, les habitants des couronnes périurbaines... et les répondants qui se sont déclarés « gilets jaunes ». Les pessimistes sont surreprésentés parmi les *libéraux conservateurs* et les *identitaires-sécuritaires*, ce trait n'étant sans doute pas étranger à la manière dont ces derniers se sont projetés dans les systèmes utopiques qui leur étaient présentés. En conséquence, ils sont largement surreprésentés dans les sensibilités politiques les plus radicales.

Ce pessimisme ambiant, qui témoigne – c'est une tautologie – d'une difficulté à se projeter dans un avenir désirable, est à rapprocher d'un fort climat de défiance à l'égard du « système ». Les résultats de l'*Observatoire* convergent avec ceux d'autres enquêtes qui montrent que les Français se défient massivement des catégories d'acteurs au cœur du « système » : le gouvernement, les partis politiques, les syndicats, les médias... mais aussi les grands acteurs de l'économie : les grandes entreprises, les banques, les enseignes de la grande distribution, les grandes marques de l'agro-alimentaires, les géants du numérique... A l'inverse, les petits commerçants, les artisans, les paysans, les petites entreprises... mais aussi les ONG et les scientifiques suscitent la confiance d'une large majorité de Français. On voit ici clairement une opposition entre petit et grand, horizontal et vertical, mais aussi entre acteurs au cœur du système dont on doute de la convergence de leurs intérêts avec ceux des citoyens, des habitants, des consommateurs, et acteurs à sa périphérie, voire victimes du « système », qui attirent la sympathie par un sentiment de proximité, de similarité.

"Ce qui est perçu le plus profondément, c'est que le monde et sa marche vont contre ce que nous sommes et que, face à ce rouleau compresseur, nous ne sommes pas défendus"<sup>19</sup>. Cette formule de Marcel Gauchet résume bien à quel ressenti mène ce contexte de défiance systémique. Il contribue à expliquer l'état de « dépolitisation » d'une large fraction de la population. 36 % des personnes ayant participé à l'enquête ont déclaré ne se reconnaître dans aucune tendance politique... Quand la défiance ne conduit pas à la dépolitisation, elle favorise l'attraction pour les extrêmes. Plus généralement, elle s'accompagne d'une propension à dénoncer le mode de fonctionnement de la société contemporaine et alimente des aspirations largement partagées à une autre gouvernance politique et à une autre organisation des activités économiques.

## UN DÉSIR DE TABULA RASA POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

« Un vent d'insoumission est en train de se lever dans notre pays » écrivait en 2017 Thierry Pech<sup>20</sup>. L'*Observatoire* révèle en effet un désir largement partagé de changements profonds dans l'organisation de la vie économique et politique, souvent dans le sens d'une moindre verticalité et de plus de possibilités de faire entendre sa voix.

### L'ATTENTE D'UNE AUTRE GOUVERNANCE POLITIQUE

Interrogées sur ce qui constituerait pour elles le système politique idéal, les personnes ayant participé à l'enquête ont clairement exprimé leur désir d'un changement. Parmi les six modalités qui leur étaient proposées, seules 7 % ont choisi en premier choix (et 10 % en second choix) « un système où les décisions sont prises par des professionnels de la politique élus », soit la modalité la plus proche du système politique actuel. L'adhésion à cette conception du système politique idéal est particulièrement faible, une fois de plus, en bas de l'échelle sociale. On est tenté de rapprocher le faible attrait exercé par le système politique actuel d'une perception problématique de son caractère démocratique pour une part significative de la population. Dans le cadre de l'European Value Survey, un échantillon représentatif de Français étaient conviés à réagir à la question « la France est-elle démocratique ? » au travers d'une note allant de 1 à 10. 35 % des répondants ont donné une note égale ou inférieure à 5<sup>21</sup>.

Les choix quant au système politique idéal qu'ont exprimés les participants à l'*Observatoire* témoignent d'un désir d'implication plus directe des citoyens. Ce désir d'implication, selon l'European Value Survey, aurait sensiblement progressé en France au cours des 10 dernières années<sup>22</sup>. Si l'idée d'un système politique dans lequel les décisions seraient prises par des représentants tirés au sort au sein de la population ne recueille que 11 % des premiers choix (et 18 % des seconds), celle consistant à recourir au référendum pour recueillir la volonté de la population arrive en tête, retenue en premier choix par 37 % des répondants (et 16 % en second choix).

Le désir d'un changement de système politique peut être plus radical encore. Rappelons, que 64 % des Français interrogés par Ipsos en juin 2018 dans le cadre de son enquête sur les fractures françaises, soutenaient l'idée que « le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur possible », mais 36 % approuvaient la

<sup>19</sup> Gauchet M., *Comprendre le malheur français*, Stock, coll. Les essais, Paris, 2016.

<sup>20</sup> Pech T., *Insoumissions. Portrait de la France qui vient*, Editions du Seuil, Paris, 2017, p. 9.

<sup>21</sup> Magni Berton R., « La France est-elle démocratique ? », in P. Bréchon ; F. Gonthier, S. Astor (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Presses Universitaires de Grenoble, Fontaine, 2019, pp.296-300.

<sup>22</sup> Zmerli S., « Une volonté de participation citoyenne », in P. Bréchon ; F. Gonthier, S. Astor (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Presses Universitaires de Grenoble, Fontaine, 2019, pp. 280-283.

proposition selon laquelle « d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie ». Cette proportion n'était que de 24 % en février 2014...

Le désir d'une gouvernance politique laissant davantage d'espace aux citoyens s'est exprimé également dans l'enquête par l'affichage par une partie importante des répondants d'une disposition à s'investir dans la vie publique pour prendre part aux décisions politiques. Cette disposition, qui concerne près de deux répondants sur trois lorsqu'est évoquée l'échelle du quartier ou de la commune, s'étiole sensiblement à mesure que l'on aborde des mailles géographiques plus larges. L'importance de cette disposition à la participation à la chose publique que révèle l'enquête n'est-elle pas « gonflée » par le jeu d'un biais de désirabilité ? Les Français ayant participé à l'enquête ont été placés dans un scénario dans lequel les journées feraient 26 heures et les semaines 8 jours. Il leur était demandé d'indiquer quels usages prioritaires ils feraient de ce supplément de temps disponible au sein d'une liste de seize items qui leur était proposée. Les deux items relevant de la participation à la vie de la cité arrivent aux deux dernières positions des premiers choix des répondants : « m'impliquer dans la vie de mon quartier » n'a été choisi comme première priorité dans l'allocation de ce temps disponible que par 1,1 % des répondants. « M'impliquer dans la vie politique », par 0,5 %... Le cumul des trois choix possibles ne modifie pas radicalement le diagnostic : on obtient alors, respectivement, 4,5 % et 3,8 %. « M'engager pour une cause, aider les autres » s'en sort un peu mieux, avec 2,4 % de premier choix et 12,4 % en cumul des trois choix possibles. Un doute subsiste cependant. Dans quelle mesure cette faible disposition à profiter du desserrement de la contrainte temporelle pour s'investir davantage dans les affaires de la cité n'est-elle pas aussi la conséquence de modalités de la vie politique en décalage avec les aspirations des citoyens ?

## UNE POSTURE CRITIQUE À L'ÉGARD DU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT CONTEMPORAIN

Les personnes ayant participé à l'enquête expriment majoritairement des doutes concernant les bienfaits de la croissance économique, en particulier lorsqu'elle s'opère au détriment de la nature. Résultat particulièrement frappant, 80 % des répondants adhèrent à l'idée selon laquelle « il est important de s'affranchir de la dépendance à l'égard de l'économie en produisant soi-même, en échangeant entre particuliers et/ou en organisant des filières avec des petits producteurs », ce qui révèle la force des attentes d'une autre organisation des activités économiques.

La force de ces attentes se confirme lorsque, interrogés sur leur conception de la gouvernance de la vie économique idéale, les actifs et étudiants ont classé en dernière position la formule la plus proche de la situation qui domine actuellement<sup>23</sup>. Les préférences pour des formes alternatives sont cependant dispersées. Celles qui enregistrent le plus de suffrages sont celles qui impliquent une plus grande participation des salariés<sup>24</sup>. Ce désir d'implication dans la marche de l'entreprise se retrouve également dans le fait que « c'est tenir compte de l'avis de ses collaborateurs pour prendre ses décisions » qui ressort comme la première qualité attendue d'un bon dirigeant d'entreprise.

Relevons que le statut de travailleur indépendant ou la perspective d'une économie où le salariat aurait reculé au profit du travail indépendant ne soulèvent qu'un enthousiasme modéré de la part des Français interrogés. La proposition associée à l'utopie techno-libérale « Le salariat a reculé face au développement du statut de travailleur indépendant. Beaucoup d'actifs se trouvent ainsi à la tête d'une microentreprise » a été l'objet d'une évaluation moyenne, proche de zéro, mais négative (-0,1) et n'a suscité qu'une proportion modeste de positions marquées, qu'elles soient d'adhésion ou de rejet. Interrogés sur le statut professionnel qui

<sup>23</sup> « La vie économique est organisée comme aujourd'hui autour du salariat avec une prépondérance des grandes entreprises et un tissu de petites et moyennes entreprises »

<sup>24</sup> « La vie économique est organisée autour d'entreprises dont les stratégies sont définies conjointement par les actionnaires, les salariés, les pouvoirs publics, les représentants des consommateurs... » et « La vie économique est organisée autour de coopératives et d'entreprises autogérées ».

correspond le mieux à leurs aspirations, les répondants actifs ont désigné à 69 % le statut de salarié. 18 % ont choisi le statut de travailleur indépendant ou *free-lance*, 8 % celui de chef d'entreprise. On peut voir dans ces chiffres le verre à moitié plein ou à moitié vide. Ils témoignent de ce que le désir d'autonomie et de prise en main de son existence se prolonge pour une part minoritaire mais significative de la population au plan des aspirations professionnelles.

## UN RAPPORT À LA SCIENCE ET À LA TECHNOLOGIE AMBIGU

Les Français interrogés ont exprimé des opinions relatives à la science et à la technologie très mitigées. Ils expriment majoritairement des attitudes plutôt positives, qui s'illustrent notamment par une forte propension à associer le mot « savoir » à la représentation qu'ils se font d'un monde idéal. Ils se montrent cependant inquiets des développements à venir, notamment à l'initiative des acteurs privés. La contreperformance relative de l'utopie techno-libérale tient pour beaucoup au rejet massif auquel ont donné lieu les propositions relevant du thème de l'homme augmenté. En particulier, la perspective de l'immortalité et, plus encore, celle de permettre aux parents, au moyen du génie génétique, de sélectionner les caractéristiques des enfants à naître, ont été très mal accueillies. A un moindre degré, les réactions aux expressions « voitures autonomes » et « intelligence artificielle » révèlent des postures de réserve. Enfin, seuls 16 % des Français interrogés estiment que « la situation sur le plan environnemental est préoccupante mais que le progrès technique finira par apporter des solutions ».

Le fait que plus de 60 % des Français interrogés se disent prêts à se faire greffer un implant dans le cerveau si c'est pour traiter ou prévenir les maladies dégénératives comme Parkinson doit nous amener à méditer sur l'écart susceptible d'exister entre des positions de principe et les comportements effectifs que les individus seront susceptibles d'adopter face aux bénéfices que les développements technologiques à venir pourront leur apporter.

## UN FORT DÉSIR D'ÉGALITÉ ET DE RECONNAISSANCE DES DROITS INDIVIDUELS...

L'aspiration d'une large fraction de la population à l'égalité s'est manifestée à plusieurs reprises au long des résultats de l'enquête. Au sein de l'utopie écologique, la proposition « La richesse est mieux distribuée et les inégalités sont faibles » est celle qui a été le mieux notée (moyenne +2,9 avec 41 % de notes supérieures ou égales à +3). De manière symétrique, la proposition « La croissance économique est forte grâce à la vigueur de l'innovation. Si le pouvoir d'achat augmente pour tous, les inégalités se creusent » est, parmi l'ensemble des propositions relevant de l'utopie techno-libérale, celle qui obtient la troisième plus mauvaise évaluation (moyenne -0,9, 29 % de notes inférieures ou égales à -3). Trois répondants sur quatre sont en accord avec l'idée qu'il faudrait fixer une limite aux très hauts salaires (même s'il n'y a pas vraiment de consensus sur le niveau auquel devrait être fixé ce maximum). Les répondants se sont montrés prompts à associer le mot « partage » à leur conception d'un monde idéal, de même que « la solidarité entre les hommes » et « l'égalité » ont été placées en deuxième et troisième position des notions les plus souvent retenues en réponse à la question « selon vous, qu'est-ce qui manque le plus à notre époque et que vous aimeriez voir se développer ». Enfin, 48 % des personnes interrogées se déclarent favorables à l'instauration en France d'un revenu universel (identique pour tous, sans conditions de ressources), contre qui 35 % s'y opposent.

Ce niveau élevé des aspirations en matière d'égalité s'inscrit dans une tendance générale au renforcement du souci des autres au sein de la population française que les vagues successives de l'European Value Survey mettent en évidence<sup>25</sup>.

Le consensus à l'égard de la solidarité et du partage s'affaiblit cependant lorsqu'on demande aux Français s'ils seraient disposés à voir les impôts et les cotisations sociales augmenter afin d'accroître sensiblement le montant des minimas sociaux : 52 % se disent disposés, 37 % s'y refusent.

L'aspiration à la reconnaissance des droits individuels est, elle aussi, perceptible à différents niveaux de l'enquête. Par exemple, au sein de l'utopie techno-libérale, c'est la proposition « Chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...) » qui bénéficie – et de loin – de la meilleure évaluation, 37 % des répondants lui ont même associé une note supérieure ou égale à +3. *A contrario*, au sein de l'utopie sécuritaire, la proposition « l'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes » est la seule à être associée à une note moyenne d'évaluation négative. Dans la même veine, 72 % des Français interrogés approuvent l'affirmation selon laquelle « les couples homosexuels, hommes ou femmes, devraient avoir les mêmes droits à tous les niveaux que les couples hétérosexuels ». Plus généralement, et dans les mêmes proportions, ils s'accordent autour de l'idée que « la loi devrait reconnaître le droit à chaque individu de vivre et d'exprimer sa différence, quelle qu'elle soit (tant qu'elle ne menace pas la société) ». On notera que si cette posture « libérale » est majoritaire dans chacun des groupes de notre typologie, elle atteint des niveaux très élevés chez les *modérés verts* et les *décroissants*, alors que les *identitaires sécuritaires* forment le groupe qui témoigne du moindre enthousiasme. Cette aspiration aux droits individuels et à la liberté de vivre ses différences s'inscrit dans une dynamique de long terme d'adhésion croissante au libéralisme des mœurs que révèlent les vagues successives de l'European Value Survey, dynamique marquée par une accélération au cours des dix dernières années<sup>26</sup>. Elle s'inscrit dans le mouvement général d'individualisation qui conduit chacun à revendiquer sa différence et le droit de mener à bien son existence, mouvement auquel semble vouloir répondre le socle idéologique qui sous-tend l'action de l'actuel gouvernement et qui a récemment été explicité par de proches collaborateurs du chef de l'Etat au travers de l'idée de « maximisation des possibles »<sup>27</sup>, ou pour le dire autrement, « d'encapacitation » des individus visant à donner à chacun les droits et les ressources lui permettant de mener à bien son existence.

La force des aspirations aux droits individuels n'est pas exclusive d'une certaine appétence pour le cosmopolitisme. En effet, invités à évaluer la proposition « Un jour les Hommes ne vivront plus dans des États, mais dans le monde. Un jour, il n'y aura plus d'étrangers, mais seulement des concitoyens. Chaque Homme sera citoyen du monde », la moyenne des notes données par les répondants (toujours sur une plage allant de -5 à +5) s'établit à +0,5. Il s'agit donc d'un enthousiasme modéré, même si l'on compte 35 % de répondants ayant donné une note supérieure ou égale à +3. Cette perspective est donc clivante au sein de la population : elle rencontre un franc succès auprès des *décroissants* et un accueil beaucoup plus réservé chez les *identitaires-sécuritaires* et les *libéraux conservateurs*. Lorsque, au-delà des grands principes abstraits, le propos se fait plus précis, la balance bascule vers le négatif. Par exemple, seuls 36 % des Français interrogés se disent favorables à l'établissement d'un gouvernement mondial associé à une citoyenneté planétaire et ils ne sont plus que 30 % à déclarer leur accord avec la perspective de suppression du système des visas afin de permettre à chacun

<sup>25</sup> Gonthier F., « Le souci des autres. Une forte progression parmi les jeunes générations », in P. Bréchon ; F. Gonthier, S. Astor (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Presses Universitaires de Grenoble, Fontaine, 2019, pp. 80-86.

<sup>26</sup> Galland O., « Libéralisme des mœurs : une progression qui s'accélère en 2018 », in P. Bréchon ; F. Gonthier, S. Astor (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Presses Universitaires de Grenoble, Fontaine, 2019, pp. 101-107.

<sup>27</sup> Amiel D., Emelin I., *Le progrès ne tombe pas du ciel*, Fayard, Paris, 2019

de voyager librement et de s'installer dans n'importe quel pays. On sent poindre derrière ces positions une réserve face à l'« autre » lorsque cet « autre » est un étranger.

## ...MAIS DES RÉSERVES À L'ÉGARD DES POPULATIONS D'ORIGINE ÉTRANGÈRE ET DE FORTES ATTENTES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

L'ouverture à l'altérité trouve effectivement ses limites lorsqu'il s'agit des populations d'origine étrangère.

Ainsi, au sein de l'utopie sécuritaire, les propositions relatives aux populations d'origine étrangère sont toutes associées à des notes moyennes positives. Par exemple, « Tous les membres de la société doivent adopter les normes et les valeurs communes issues de la tradition et réserver à la sphère privée l'expression de leurs différences » a reçu une moyenne de +1,4. De même, 40 % des répondants ont donné une note supérieure ou égale à +3 à la proposition « Les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages du savoir-vivre, des modes vestimentaires... ». Derrière ces chiffres globaux se cachent cependant d'importants clivages entre les différentes composantes de la population. Par rapport à notre typologie, on ne s'étonnera pas, par exemple, que ces 40 % deviennent 89 % pour les *identitaires-sécuritaires*, alors qu'ils tombent à 25 % chez les *décroissants*. On notera cependant que même chez ces *décroissants* – qui apparaissent globalement comme le groupe le plus ouvert à l'altérité – on ne compte que 24 % de personnes ayant exprimé un fort rejet de cette proposition, au moyen d'une note inférieure ou égale à -3.

Cette attente d'un effort d'intégration de la part des populations d'origine étrangère s'accompagne d'une division de l'opinion des Français à l'égard de l'attitude à adopter sur la question de l'accueil des migrants. Seuls 15 % considèrent que « la France a un devoir d'accueil des migrants quels que soient leur nationalité et leur statut », et 38 % soutiennent l'idée d'un accueil sélectif, limité aux seuls réfugiés en danger dans leur pays. 35 % sont favorables à la fermeture des portes du pays à l'ensemble des migrants. De manière convergente, dans le cadre de l'étude l'ObSoCo/La Croix sur l'hospitalité des Français à l'égard des migrants, 42 % des Français interrogés se déclaraient favorables à ce que l'Etat français prenne les mesures nécessaires à ce que nous n'accueillions plus de migrants du tout, contre 47 % qui affirmaient la position contraire. Interrogés sur les raisons justifiant leur désir de voir s'interrompre le flux d'entrée de migrants, les considérations économiques (peur du chômage, pression sur les salaires...) arrivaient en premier, suivies de près de la peur de voir s'accroître l'insécurité.

Car, comme nous l'avons vu, 74 % des Français interrogés ont le sentiment de vivre dans un environnement de plus en plus dangereux. Il en découle naturellement une attente de rassurance qui s'exprime par des aspirations à davantage de sécurité et d'ordre.

La proposition la mieux notée de l'utopie sécuritaire porte sur l'adoption de lois alourdissant les peines à l'encontre des délinquants (42 % de notes supérieures ou égales à +3). La proposition « les effectifs de police ont été fortement augmentés » a également rencontré l'adhésion d'une large part des répondants et, comme la précédente, n'a soulevé que très peu d'oppositions marquées. Et c'est ainsi que les deux tiers des Français interrogés s'accordent autour de l'idée que « nous avons besoin d'un gouvernement plus ferme dans le maintien de l'ordre et de la sécurité. Ce résultat est convergent avec ceux issus de l'enquête *Fractures françaises* d'Ipsos qui, par ailleurs, témoignent de qu'il ne résulte pas d'un simple mouvement de réaction aux désordres créés par le mouvement des « gilets jaunes » : en juin 2018 (soit, avant l'éclosion du mouvement), 83 % des Français se déclaraient en accord avec l'affirmation « On a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre »... et, à 82 %, ils estimaient que « l'autorité est une valeur qui est trop souvent critiquée aujourd'hui ».

Dans la lignée de cette demande d'autorité, l'*Observatoire* révèle la force des aspirations à l'ordre moral. Ainsi, « le respect des règles morales » se classe-t-il en première position des valeurs que les répondants ont déclaré souhaiter le plus pouvoir transmettre à leur descendance et, en matière de priorités devant être données dans le domaine de l'éducation des enfants, « l'apprentissage du bien et du mal, de la morale et des règles de vie en société » arrive en tête. Interrogés sur « ce qui manque le plus à notre époque » et qu'ils aimeraient voir de se développer, le respect de la loi se classe en troisième position.

La conséquence sans doute la plus inquiétante de tout cela est que près d'un Français sur deux se dit « prêt à céder un peu de sa liberté pour plus de sécurité ». Et près d'un répondant sur quatre se dit favorable à un système dans lequel les avantages accordés à chacun par la collectivité dépendraient d'une note issue des évaluations reçues par chaque individu dans ses interactions avec les autres, en ligne ou hors-ligne...

Si les aspirations à l'ordre et la sécurité traversent l'ensemble de la population, elles progressent avec l'âge et, par rapport à notre typologie, c'est parmi les *identitaires-sécuritaires* et les *libéraux conservateurs* qu'elles sont les plus répandues.

## DE FORTES ASPIRATIONS EN MATIÈRE DE MODES DE VIE

76 % des Français interrogés se disent en accord avec l'idée que « le moment est venu de donner la priorité à la promotion de modes de vie moins portés sur la consommation et moins consommateurs de ressources non renouvelables ». Mais, comme nous l'avions signalé plus haut, l'attrait exercé par l'utopie écologique ne tient pas à la seule conscience de la nécessité de répondre aux enjeux environnementaux. Les modes de vie qui lui sont associés apparaissent comme désirables à une part importante de la population : basculement vers une consommation orientée vers le « moins mais mieux », faisant la part belle aux productions locales, à la mutualisation et au partage ; un cadre de vie privilégié dans les villes moyennes développant une logique de proximité limitant les déplacements, automobiles en particulier... La perspective de la promotion de l'habitat collectif au détriment de la maison individuelle afin de limiter la consommation d'espace a reçu cependant un accueil plus mitigé.

L'ambiguïté des réponses données par nos enquêtés aux questions relatives à la consommation en général, à la place qu'elle occupe dans nos vies et dans la société, semble témoigner de ce que, si les valeurs d'hyperconsommation sont encore présentes, les Français se montrent critiques à l'égard du modèle de consommation contemporain. Ce point – qui est largement documenté par les différentes enquêtes de l'ObSoCo – s'illustre ici par le fait que 56 % des répondants affirment vouloir consommer mieux, ce qui témoigne d'une insatisfaction manifeste par rapport à la manière dont la consommation est organisée aujourd'hui (à rapprocher de la forte défiance qui affecte les grands acteurs qui œuvrent sur les marchés de consommation). Parmi eux, 36 % se disent même prêts à consommer moins pour consommer mieux (soit sensiblement plus que les 21 % qui ont opté pour « je voudrais pouvoir consommer plus »). Bien sûr, la posture adoptée par les répondants à l'égard de la consommation est très corrélée à l'intensité du regard critique qu'ils portent sur le modèle de développement contemporain. Cette aspiration à « consommer mieux » renvoie pour l'essentiel à des exigences de qualité, en particulier sur le plan de l'innocuité et sur celui du respect de l'environnement.

L'attrait exercé par les modes de vie associés à l'utopie écologique révèle également une aspiration au ralentissement et aux petites échelles, relevée par ailleurs dans d'autres enquêtes<sup>28</sup>. Ainsi, 65 % des répondants

<sup>28</sup> Notamment, *l'Observatoire des usages émergents de la ville*, l'ObSoCo/Chronos, avec le soutien de l'Ademe, du DGET de Clear Chanel et de Vedecom, vague 1, octobre 2017. Voir aussi, *Modes de vie et mobilité. Une approche par les aspirations*, étude l'ObSoCo pour le Forum vie Mobiles, 2016.

disent avoir le sentiment que le monde autour d'eux évolue trop vite et ils ne sont que 32 % à estimer que la vitesse à laquelle tout change est enthousiasmante. Si une courte majorité (52 %) rejette l'affirmation selon laquelle « j'ai du mal à m'adapter à la vitesse à laquelle le monde évolue », 58 % affirment aspirer, dans leur vie quotidienne, à ralentir. Pour autant, interrogés sur quel serait pour eux personnellement le temps de travail hebdomadaire idéal, seulement un tiers des actifs a indiqué une durée inférieure à 35 heures, un sur quatre a même retenu une durée de 40 heures ou plus. En outre, au sein de l'utopie écologique, la proposition « Le temps de travail a été réduit de manière significative, ce qui a permis de recréer des emplois en partageant le travail mais en réduisant le niveau des rémunérations. » est celle qui a été le moins bien évaluée : si elle reste associée à une note moyenne positive (+0,5), seulement 28 % ont exprimé une franche adhésion au moyen d'une note supérieure ou égale à +3. Les *décroissants* sont ceux qui témoignent de la plus forte appétence pour la réduction du temps consacré au travail, en net contraste avec les *identitaires-sécuritaires*. Retenons également que les deux tiers des personnes aspirant à travailler 30 heures ou moins n'accepteraient aucune réduction de revenu en contrepartie. L'utopie de la société des loisirs ne semble pas faire le poids par rapport à l'appétit de pouvoir d'achat.

Cette aspiration au ralentissement affecte celles relatives au cadre vie. L'*Observatoire des usages émergents de la ville* de l'ObSoCo avait révélé que 48 % des Français aspirent à « aller vivre ailleurs ». Ce pourcentage dépasse le seuil de 50 % parmi les habitants des grands pôles urbains (jusqu'à 69 % pour les Franciliens). La première raison tient au ressenti du stress de la vie quotidienne dans les grandes villes. D'ailleurs, il est significatif qu'au mot « ville », les Français réagissent spontanément en mettant en avant d'abord des termes négatifs relatifs aux registres du bruit et de la pollution. Mais de quel « ailleurs » s'agit-il ? Une majorité des personnes qui déclarent souhaiter vivre ailleurs désigne « une petite ville ou un village se situant dans la périphérie d'une grande ville » ou « dans une ville de taille moyenne ». La « petite ville ou le village éloigné des grands pôles urbains » et « l'habitat isolé à la campagne » recueillent 29 % des préférences. Dans le cadre du présent *Observatoire*, les Français ayant participé à l'enquête ont été invités à choisir dans une liste de dix critères les deux correspondant le mieux à leur cadre de vie idéal, celui auquel ils aimeraient pouvoir accéder en l'absence de toutes contraintes. Si les choix sont divers, deux critères sortent du lot : le contact avec la nature et la proximité des amis et de la famille. Mais le sentiment de sécurité arrive juste derrière, avant la « qualité du quartier, la beauté du lieu ».

Enfin, et toujours sur le registre des modes de vie, l'*Observatoire* met en évidence une forte aspiration à « faire soi-même ». La proposition relative à l'utopie écologique « Les activités domestiques (faire soi-même : cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) prennent une part importante du temps disponible » a fait l'objet d'une forte adhésion avec une note moyenne de +2,1, avec 42 % des répondants qui lui ont donné une note supérieure ou égale à +3. Autre indice, « faire plus de choses par soi-même » en deuxième position de l'usage que les répondants feraient du supplément de temps disponible si les journées devaient faire 26 heures et les semaines 8 jours. Cette aspiration à « faire soi-même » se manifeste d'ores et déjà par une très forte implication des Français, non seulement dans les activités domestiques qui se substituent en tout ou en partie à des transactions marchandes<sup>29</sup>, mais plus généralement dans les « loisirs actifs », c'est-à-dire des loisirs qui mènent à une production, tangible ou intangible, impliquant la mobilisation de compétences. L'*Observatoire du « faire »* a mis en évidence une relation statistique entre le degré d'engagement des personnes dans ces

<sup>29</sup> La 4<sup>ème</sup> vague de l'Observatoire des consommations émergentes de l'ObSoCo a sondé l'engagement des Français dans 11 activités domestiques, allant du bricolage à la confection de vêtement, en passant par la fabrication de produits cosmétiques ou la production de confitures. A l'échelle de ces 11 activités, le taux de pénétration mesuré s'élevait à 80 %, les Français interrogés pratiquant en moyenne 2,5 activités (source : L'*Observatoire des consommations émergentes*, vague 4, L'ObSoCo, avec le soutien de Bic Shave/Club, Lokéo, le Maif et le Picom, 2018).

activités et différents indicateurs de bien-être<sup>30</sup>. On est tenté de lire dans la force de cette aspiration à « faire » une recherche du bonheur « eudémonique », c'est-à-dire de réalisation personnelle au travers de la révélation et de l'exploitation de goûts et de dispositions pour des activités génératrices d'affects positifs, voire susceptibles de donner du sens à l'existence. On peut aussi y voir une manifestation des aspirations à l'autonomie par rapport à l'emprise de la société marchande, de prise de contrôle face à un environnement marqué par la technicisation et une extrême division du travail et qui suscite en retour « le désir de rendre notre univers intelligible »<sup>31</sup>.

## LA COMPLEXITÉ DES DÉTERMINANTS DE LA POSITION DES INDIVIDUS DANS L'ESPACE DES PERSPECTIVES UTOPIQUES

Le questionnaire de l'enquête comporte une importante batterie de questions permettant de caractériser les répondants. Elles ont fourni un ensemble de variables illustratives avec lesquelles les réponses aux questions relatives aux utopies ont été systématiquement croisées. Le rapport qui suit signale, thème par thème, les plus discriminantes d'entre elles. Il en ressort le constat d'une influence le plus souvent modérée des variables sociodémographiques usuelles, ce qui n'est sans doute qu'une manifestation de plus du fort degré d'individualisation atteint par la société française.

### LA POSITION ORIGINALE DES 18-24 ANS

Le critère de l'âge a fait parfois apparaître des clivages significatifs. L'aspect le plus remarquable selon ce point de vue est sans doute la position souvent originale occupée par les plus jeunes des répondants, les 18-24 ans (qui se distinguent souvent assez nettement des 25-34 ans). Ils affichent une forte conscience de l'urgence de la situation environnementale, ce qui se manifeste notamment dans le fait que 61 % d'entre eux ont fait de l'utopie écologique le système utopique le mieux noté (contre, rappelons-le, 55 % à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon) et que 41 % appartiennent au groupe des *modérés verts* (29 % à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon), alors que les *décroissants* y sont légèrement sous-représentés.

Ce point mérite d'autant plus d'être souligné que, jusque dans un passé proche, les enquêtes de l'ObSoCo observaient une sensibilité environnementale *croissante* avec l'âge, les plus jeunes étant donc en moyenne les moins sensibles. Phénomène passager ou bien changement structurel intervenu récemment avec l'entrée d'adolescents dans l'âge adulte et une prise de conscience récente au sein de cette population illustrée notamment par la popularité de Greta Thunberg auprès des jeunes ? Les enquêtes menées dans l'avenir nous le diront.

Du coup, ils constituent la tranche d'âge comportant la plus forte proportion d'individus déclarant vouloir consommer moins mais mieux, et ceux-là ont également la plus forte propension à définir ce « mieux » comme consistant à consommer des produits respectueux de l'environnement. Pour autant, en plusieurs points de l'enquête, leurs réponses témoignent d'orientations consuméristes supérieures à celle des autres tranches d'âge. Leur approche de la consommation semble privilégier l'expérience à l'accumulation des biens matériels. Autre point marquant, les 18-24 ans se révèlent particulièrement sensibles aux problématiques de l'égalité, de la solidarité, à la liberté de vivre sa différence, et plus généralement à l'altérité, ce qui les rend perméables aux perspectives cosmopolites<sup>32</sup>, et se traduit par leur sous-représentation dans le groupe des *identitaires*-

<sup>30</sup> L'Observatoire du « faire », L'ObSoCo, avec le soutien de la Maif, 2017. Voir aussi, Moati Ph., Le « Faire » comme composante d'une « bonne consommation », in Moati Ph. (ed.), (*Dé)penser la consommation. Peut-il y avoir une « bonne consommation »*, EMS, Coll. « Societing », Caen, 2018, pp. 113-125.

<sup>31</sup> Crawford M., *Eloge du carburateur*, La Découverte, Paris, 2016.

<sup>32</sup> Ces observations sont cohérentes avec le constat, au travers des vagues successives de l'European Value Survey, d'une forte poussée de l'altruisme parmi les jeunes générations au cours de la dernière décennie. Voir Gonthier.

*sécuritaires* (8 % contre 17 % à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon). Ils sont globalement moins défiants que les individus des autres tranches d'âge, moins pessimistes, plus à l'aise avec la vitesse du changement. Même s'ils restent très minoritaires, les jeunes aspirant à la création d'entreprise représentent une proportion de leur classe d'âge très supérieure à celle observée à l'échelle de l'ensemble de la population. On compte aussi parmi ces jeunes une proportion, minoritaire mais systématiquement supérieure à la moyenne, d'individus se disant disposés à s'investir dans la vie publique aux différentes échelles géographiques. Petite ombre au tableau : ces jeunes ont été extrêmement peu nombreux à choisir l'engagement dans la chose publique (à tout le moins telle qu'elle est institutionnalisée aujourd'hui) comme modalité d'allocation d'un supplément de temps disponible hypothétique. Par ailleurs, cette tranche d'âge se distingue souvent également par une part importante de « sans opinion », et la proportion d'individus déclarant ne se reconnaître dans aucune tendance politique atteint le chiffre affolant de 44 %.

Pour autant, les 18-24 ans ne forment pas un ensemble homogène. La plupart des traits que nous venons de mettre en avant sont tirés par les jeunes les plus éduqués (notamment les élèves et étudiants) et témoignent d'un clivage au sein de cette tranche d'âge qui mériterait une investigation spécifique approfondie.

### LE POIDS DE LA SENSIBILITÉ POLITIQUE

De manière générale, le niveau d'éducation se révèle souvent assez discriminant, généralement davantage que les CSP. De même, l'intensité de la contrainte budgétaire ressentie par les répondants est souvent davantage corrélée aux opinions exprimées que le niveau de vie du foyer. L'intensité de la contrainte budgétaire est, bien sûr, corrélée au niveau de vie, mais rend compte également de diverses dimensions des situations individuelles et des modes de vie, dont le degré d'appétence à la consommation. Tout cela converge pour témoigner de l'importance des déterminants culturels du rapport que les personnes entretiennent aux perspectives utopiques, ce qui s'est illustré également par de fréquentes corrélations des réponses avec l'intensité de la pratique religieuse ou avec l'orientation dominante du système de valeurs des répondants. Mais le constat sans doute le plus spectaculaire et riche de sens issu des croisements entre les variables, réside dans la très forte influence de la sensibilité politique, qui est très souvent apparue comme la variable illustrative la plus discriminante.

Alors qu'il est fréquent d'entendre dire que le clivage gauche/droite est aujourd'hui dépassé<sup>33</sup>, il est frappant d'observer, par rapport à un grand nombre des perspectives abordées dans l'enquête, des opinions qui se différencient fortement à mesure que l'on se déplace de gauche à droite de l'échiquier politique (les personnes se disant « proche des mouvements écologiques » affichant régulièrement des positions proches de celles se positionnant « très à gauche »). Le corps du rapport s'en fait l'écho quasi-systématique, mais livrons ici quelques exemples particulièrement frappants. A commencer par le positionnement à l'égard des trois systèmes utopiques abordés dans l'enquête. La proportion de répondants ayant fait de l'utopie écologique leur système utopique le mieux noté passe de 83 % chez les « très à gauche » et 78 % chez les répondants proches des mouvements écologistes à 40 % chez les personnes « à droite » et 31 % chez celles « très à droite ». A l'inverse, l'utopie sécuritaire n'est le système préféré que de 7 % des répondants « très à gauche » ou proches des mouvements écologiques mais de 45 % des ceux qui se disent « à droite » et 57 % de ceux « très à droite ». Dans la même veine, on ne compte que 3 % de *libéraux conservateurs* et 7 % d'*identitaires-sécuritaires* parmi les personnes se situant « très à gauche » contre respectivement 23 % et 36 % parmi celles se disant « très à droite ». De manière générale, le clivage gauche/droite est particulièrement net pour tout ce qui touche aux règles morales et à la tradition, à l'ordre et à la sécurité, au rapport à l'identité et à l'altérité, à l'attachement à l'égalité, à la solidarité et au partage, à la sensibilité environnementale, à l'aspiration à d'autres manières de consommer... Sur d'autres thématiques, les clivages se situent entre les sensibilités extrêmes et les sensibilités « à gauche », « au centre » et « à droite ». Ce clivage renvoie principalement au degré de remise

<sup>33</sup> Voir, par exemple, Finchelstein G., *Pièce d'identité. Réflexions (inquiètes) sur la gauche, la droite et la démocratie*, Fayard, Paris, 2016.

en cause de l'ordre établi. Ainsi les sensibilités intermédiaires se distinguent-elles par un moindre niveau de défiance à l'égard des institutions, un moindre degré de pessimisme, une relative confiance dans la science et la technologie qui se traduit notamment par une plus forte fréquence de l'idée selon laquelle la science et la technologie permettront de régler les problèmes environnementaux. Plus généralement, il y a là la composante de la population qui semble la plus à l'aise avec les valeurs de la modernité, ce qui s'illustre par exemple par une propension plus forte à associer à sa conception de son monde idéal des mots comme « économie », « industriel » ou « mondialisation ».

L'importance de ces clivages selon les sensibilités politiques ne doit pas faire oublier les 36 % de répondants qui ont déclaré ne se reconnaître dans aucune tendance politique (auxquels on est tenté d'ajouter les 8 % qui n'ont pas souhaité répondre à cette question). Cette proportion, que l'on est tenté de rapprocher des taux d'abstention aux élections de ces dernières années, est d'autant plus significative que les répondants n'avaient pas à se situer par rapport à des partis ou des personnalités politiques. Ces personnes dépolitisées sont surreprésentées en bas de l'échelle sociale, parmi les CSP-, les chômeurs, les personnes sans activité professionnelle, celles appartenant à un ménage à faible niveau de vie et/ou soumis à une forte contrainte budgétaire, les habitants des villes petites et moyennes et des couronnes des petits ou moyens pôles urbains... Leur position collective par rapport aux systèmes utopiques abordés dans l'enquête ne se démarque pas de manière significative de la moyenne, mise à part une certaine sous-représentation dans leur rang des *décroissants*. Ils témoignent d'un niveau de défiance à l'égard des institutions particulièrement élevé, ce qui contribue probablement à leur posture à l'égard du politique, et se montrent plus pessimistes quant à l'avenir que la moyenne. Ils se déclarent moins enclins que l'ensemble de la population à prendre part aux décisions politiques, quel que soit l'échelon géographique. Sur la plupart des thèmes abordés dans l'enquête leurs positions collectives peinent cependant à se distinguer de la structure des réponses des répondants pris dans leur ensemble et pour nombre de questions, ils affichent une proportion de « sans opinion » supérieure à la moyenne. On semble donc avoir affaire ici à une population assez insaisissable, probablement hétérogène, mêlant des individus désimpliqués de manière globale et d'autres dont le rejet du politique renvoie à une forme de protestation contre l'ordre établi, ce qui s'illustre par le fait qu'ils sont nettement surreprésentés parmi les « gilets jaunes » (un « gilet jaune » actif sur deux).

## CONCLUSION

La richesse des résultats de l'*Observatoire* ouvre sur une diversité d'interprétations du sens qu'il convient de leur donner et de ce qu'ils disent de l'état de la société française. Pour ma part, je les vois en demi-teinte. D'un côté notre étude n'a pas révélé l'existence d'un système utopique complet en capacité d'embarquer massivement les Français dans un projet d'avenir désirable. Au contraire, c'est le pessimisme qui l'emporte, au moment-même où les défis formidables que nous avons à affronter exigeraient une mobilisation collective vers des buts partagés. Qui plus est, même en réduisant l'ambition à de simples perspectives utopiques, c'est le constat d'une grande diversité de postures qui prévaut le plus souvent. Mais pouvait-on sérieusement envisager qu'il puisse en être autrement dans le cadre d'une société hyper-individualiste ? En outre, les résultats de l'*Observatoire* donnent souvent de l'eau au moulin de Francis Wolff lorsqu'il écrit que le déficit d'utopie qui marque notre époque fait que « on se rebelle contre quelque chose, on ne se mobilise pas pour quelque chose. On sait ce qu'on rejette [...], on ignore ce à quoi on aspire » (p. 16)<sup>34</sup>. De fait, les aspirations que révèlent les réponses des Français ayant participé à l'enquête relèvent le plus souvent davantage du « contre » que du « pour » : contre un système politique qui, par incompetence ou impuissance des dirigeants, se montre incapable d'apporter des réponses satisfaisantes aux défis de l'époque ; contre un système économique en roue libre qui met à mal l'idée moderne selon laquelle le progrès économique amène le progrès social ; contre un sentiment diffus d'insécurité ; contre la crainte que l'« étranger » n'ébranle notre identité ; contre un

<sup>34</sup> Wolff F., *Trois utopies contemporaines*, Fayard, Paris, 2017.

sentiment d'accélération généralisée qui fait perdre ses repères ; contre un développement technologique au main d'une poignée des grandes entreprises et dont les perspectives suscitent angoisses et doutes métaphysiques ; contre une marche du monde qui semble conduire inexorablement vers la catastrophe écologique... Ainsi, comme l'écrit Myriam Revault d'Allonnes, « ce que nous anticipons, ce n'est pas la perspective d'un avenir meilleur, c'est la menace qui plane sur l'image de l'homme »<sup>35</sup>. Ou peut-être plus modestement la menace de perdre ce que nous avons. Bien sûr, il est possible de fonder sur le « contre » la fameuse « heuristique de la crainte » que Hans Jonas propose comme alternative à l'utopie de la technique<sup>36</sup>. Bien sûr, le « contre » peut se montrer fédérateur et galvaniser les volontés et, par l'identification de périls partagés, contribuer à rétablir un sens du collectif. Mais, seul, le « contre » ne suffit pas à définir un horizon désirable. Comme il stimule les affects du mal-être (la peur, l'angoisse, la colère...), il peut tétaniser plutôt que pousser à l'action ou, pire, favoriser les dispositions à se laisser séduire par des marchands de solutions miracles, lesquelles ont nécessairement un prix. C'est ce « contre » qui constitue le sous-bassement des aspirations à davantage d'ordre et de sécurité, à une meilleure maîtrise de la dynamique des innovations technologiques ainsi, dans une certaine mesure, qu'à l'appétence exprimée pour un projet de société centré sur la sauvegarde de la planète.

Mais d'un autre côté, les résultats de cet *Observatoire* ont fait apparaître des points importants de consensus, y compris dans des dimensions positives qui renvoient au « pour » qui, certes, ne constituent pas un système utopique complet et cohérent soutenu par un corps doctrinal constitué, mais dessinent les contours d'un nouvel imaginaire qui pourrait fournir les bases d'un projet politique fédérateur. Comme l'écrivait récemment Jacques Langlois, « contre le fantasme de l'Un émerge la nécessité de chercher l'union dans la diversité »<sup>37</sup>. Une des manières d'entrevoir les contours de cet espace de consensus consiste à rassembler l'ensemble des propositions relatives aux trois systèmes utopiques traités dans l'enquête qui ont reçu l'adhésion d'une part significative des répondants. Elles sont rassemblées dans le tableau ci-dessous. Les plus nombreuses et les mieux notées sont relatives à l'utopie écologique. L'urgence d'une réponse au défi écologique est clairement exprimée, ce qui est à rapprocher du fait que le scénario d'un réchauffement climatique dépassant les 4 degrés est, des huit dystopies testées dans l'enquête, celle qui est perçue comme la plus vraisemblable. Mais on se situe ici au-delà de la seule logique du « contre ». Ce qu'ont exprimé les Français ayant participé à l'enquête, c'est l'aspiration à des modes de vie, des manières d'habiter, des façons de consommer... qui, tout en répondant à la nécessité de sauver la planète, répondent à un désir de ralentissement, de davantage de liens sociaux, d'un fort ancrage de la vie quotidienne sur un territoire maîtrisé. Ce sont aussi des aspirations à une plus grande autonomie et une plus forte prise sur son existence, qu'on est tenté de rapprocher du sentiment de perte de contrôle sur une marche du monde allant vers des horizons assombrés. Cette aspiration à l'autonomie, qui s'illustre de manière frappante par l'engouement pour le « faire soi-même », passe aussi par l'aspiration à une plus grande implication dans les décisions politiques ainsi que dans le fonctionnement des entreprises ou à tout le moins par la volonté de faire entendre sa voix, conséquence logique d'une population de plus en plus éduquée, désormais rompue à la prise de parole sur Internet. Plus qu'un grand dessein d'une société alternative, comme ont pu la rêver par exemple les socialistes utopiques et à laquelle aspirent aujourd'hui des groupes militants très minoritaires (on pense notamment aux zadistes), ce qu'ont mis en avant les Français interrogés, c'est un désir d'une autre manière de vivre au quotidien, plus en phase avec la nature, en lien avec les autres, dans la recherche d'un épanouissement personnel dont on doute de plus en plus qu'il réside dans les promesses de bonheur de l'hyperconsommation. Pour autant, il convient de ne pas minimiser les points de dissensus parmi les Français, voire de tensions entre des aspirations contradictoires, en particulier

<sup>35</sup> Revault d'Allonnes M., *La crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps*, Seuil, coll. La couleur des idées, Paris, 2012.

<sup>36</sup> Jonas H., *Le principe responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*, Champs essais, Paris, 1995

<sup>37</sup> Langlois J. « La république et le bien commun », *L'Inactuelle*, mis en ligne le 19 août 2019. <https://linactuelle.fr/index.php/2019/08/19/republique-bien-commun-langlois/>.

celles qui opposent les orientations identitaires aux aspirations cosmopolitiques, la recherche de l'autonomie et les attentes sécuritaires.

Listes de propositions ayant obtenu une note supérieure ou égale à +1,5 :

- Chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...) : 1,5 (TL)
- Une part importante de ce qui est consommé est produite localement par de petites entreprises. L'économie et l'emploi se relocalisent et les territoires sont redynamisés : 2,4 (E)
- Les standards de vie évoluent vers moins de consommation d'objets, vers moins de quantité mais plus de qualité : 2,1 (E)
- Les activités domestiques (faire soi-même : cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) prennent une part importante du temps disponible : 2,1 (E)
- Face au défi environnemental, la priorité a été donnée à la sauvegarde de la planète en changeant le modèle de développement : 2,0 (E)
- La consommation est de plus en plus fondée sur la mutualisation ou le partage d'équipements et de ressources, les échanges entre particuliers... : 2,0 (E)
- La croissance des grandes métropoles a été stoppée. Une part croissante de la population vit dans des villes petites ou moyennes : 1,9 (E)
- La ville est organisée de manière à limiter les déplacements. Beaucoup d'activités se font à proximité du domicile. La mobilité automobile est largement découragée : 1,8 (E)
- Une partie importante des décisions politiques sont prises à l'échelle locale avec la participation des citoyens : 1,7 (E)
- L'alimentation est à 80 % bio et fournie en circuit court dans le respect des saisons. La consommation de viande a considérablement diminué au profit des protéines végétales : 1,6 (E)
- La richesse est mieux distribuée et les inégalités sont faibles : 1,5 (E)
- Le gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants : 1,9 (S)
- Le gouvernement adopte des mesures visant à permettre au maximum de foyers d'être propriétaires de leur logement : 1,8 (S)
- Les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages et du savoir-vivre : 1,7 (S)
- La recherche et l'innovation sont encouragées par l'Etat pour assurer l'autonomie de la France sur les technologies-clé de demain : 1,7 (S)
- Les effectifs de police ont été fortement augmentés pour renforcer la sécurité : 1,6 (S)

Il n'en demeure pas moins, que les aspirations que révèle l'*Observatoire* sont souvent teintées à la fois du refus d'un futur « technologique » et de nostalgie. L'utopie sécuritaire est finalement plutôt bien reçue par la

population dans son ensemble : rappelons qu'elle est le système utopique le mieux noté par près de 30 % des personnes interrogées et seuls 9 % lui ont marqué une forte opposition au travers d'une note globale inférieure ou égale à -3. Invités à évaluer des visuels de « ville du futur » selon leur degré de proximité avec leur idéal, c'est la place d'un village français traditionnel qui arrive en tête, de même que les visuels arrivant en tête des représentations du commerce idéal mettent en scène des espaces commerciaux de centres villes historiques. Dernier indice, lors d'une récente enquête de l'ObSoCo<sup>38</sup>, 76 % des Français interrogés se sont déclarés d'accord (dont 24 % « tout à fait ») avec l'affirmation « Notre société a pris trop de distance par rapport à la tradition ». Ces orientations nostalgiques illustrent la difficulté éprouvée par une part importante de la population à se projeter dans un avenir porteur de nouveautés désirables, et plus généralement la panne des visions utopiques. Il s'agit pour une large part des « oubliés » du tournant pris par le projet moderne au cours des dernières décennies, qui victimes de l'accroissement des inégalités, exposés aux conséquences de la mondialisation et du progrès technologique, perçoivent la marche du monde comme particulièrement anxiogène. Ces tensions ont trouvé récemment une forme d'expression spectaculaire avec le mouvement des « gilets jaunes ». Les populations les plus vulnérables sont aussi celles qui se montrent les moins attachées au système démocratique actuel. Il y a là aussi le terreau qui mène au pouvoir des mouvements populistes, voire autoritaires.

<sup>38</sup> *L'Observatoire du rapport des Français à l'économie circulaire*, L'ObSoCo, avec le soutien de Citeo, DS Smith et Intermarché, octobre 2019.

## L'Observatoire des perspectives utopiques

<b>Étude dirigée par</b>	<b>Philippe Moati</b>
<b>Avec la collaboration de</b>	<b>Frédéric Cabaud   Boris Descarrega</b>
<b>Directeur de la publication</b>	<b>Nathalie Damery</b>
<b>Date de publication</b>	<b>octobre 2019</b>
<b>Prix</b>	<b>Diffusion gratuite</b>

La reproduction à des fins professionnelles, même partielle, par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation des Éditions de l'ObSoCo. La reproduction de cette étude et/ou le transfert de fichier à des tiers sont interdits en respect du code de la propriété intellectuelle.

L'ObSoCo, Paris 2019

ISBN 978-2-36823-045-9 | dépôt légal 4<sup>ème</sup> trimestre 2019